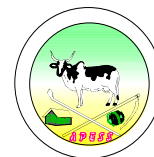


Crise alimentaire dans le Sahel

Cinq étapes pour rompre le cycle de la faim en 2012



« La question n'est pas de savoir s'il y'aura une autre crise alimentaire au Sahel en 2012, mais plutôt de savoir quelle sera son ampleur », Kristalina Georgieva, Commissaire de l'UE

Résumé

Depuis l'apparition des premiers signes de sécheresse et de mauvaises récoltes au Sahel fin 2011, les systèmes d'information et d'alerte ont clairement indiqué que de nombreuses communautés vulnérables de cette région seraient menacées par une crise alimentaire en 2012. Cette crise est désormais une réalité, 18.4 millions de personnes en subissent les effets directs dans neuf pays sahéliens. Certaines communautés ont déjà épuisé leurs réserves alimentaires, tandis que d'autres en disposent en très faibles quantités. Une réponse urgente est donc nécessaire pour préserver la vie des populations touchées et sécuriser leurs moyens de subsistance, la gestion de cette crise est aujourd'hui une priorité absolue.

Ce document invite à une action urgente afin de relever cinq défis majeurs, identifiés à partir d'une analyse approfondie de la situation actuelle dans le Sahel et des leçons apprises de la précédente crise dans cette région, ainsi que de la récente crise alimentaire terrible survenue dans la corne de l'Afrique en 2011 et toujours très fragile. Oxfam, ROPPA, RBM, APESS, POSCAO et WILDAF invitent les bailleurs, les gouvernements de la région, les institutions régionales, les ONG et les agences des Nations Unies à :

1. Comblent l'écart financier dès aujourd'hui, pour s'assurer que les programmes soient mis en place au moment de répondre au pic de la crise ;
2. S'assurer que l'aide atteigne les populations cibles les plus vulnérables, notamment celles touchées par le conflit au Mali ;
3. Maintenir un bon fonctionnement des marchés régionaux pour rendre l'alimentation disponible et à des prix accessibles
4. Renforcer le leadership et la coordination afin d'assurer une réponse efficace ;
5. Investir dans le long terme pour renforcer la résilience et rompre le cycle de la faim.

En agissant maintenant, il est encore possible de préserver de nombreuses communautés des effets les plus graves de la crise. Et en investissant dans le long terme, nous pourrions enfin rompre le cycle de la faim au Sahel.

Le Sahel en 2012 : vulnérabilités à long terme reflétées par les mauvaises récoltes, les faibles pâturages et les prix élevés des denrées alimentaires

Une analyse approfondie des causes - à long et court termes - des crises alimentaires au Sahel où la malnutrition tue près de 300.000 enfants, même en année «sans-crise», est nécessaire. Les cycles de sécheresse combinés à de faibles niveaux d'investissement agricole, à la dégradation de l'environnement, à la forte croissance démographique et à la pauvreté aiguë, contribuent à créer un contexte de vulnérabilité structurelle et chronique. Dans cette situation, même des chocs extérieurs modérés peuvent avoir des impacts majeurs¹, et le caractère récurrent des crises ces dix dernières années s'est traduit par l'impossibilité pour des millions de personnes de recouvrer leurs biens entre deux chocs.

La vulnérabilité de la région a été aggravée par des précipitations faibles et irrégulières combinées aux ravages des cultures par les oiseaux, les insectes et les criquets. La production céréalière dans la région du Sahel connaît, dans son ensemble, une baisse de 26% en 2011 par rapport à 2010, entraînant un déficit brut¹ de 2,7 millions de tonnes. Certaines zones ont enregistré des résultats encore moins bons, avec une production en Mauritanie et au Tchad chutant de plus de 50% comparativement à l'année dernière².

Les prix alimentaires sont dangereusement élevés et n'ont pas baissé après les récoltes. Les données du mois d'avril montrent que les prix au Niger, au Mali et au Burkina Faso sont encore en augmentation. En comparaison avec la moyenne des 5 dernières années, les prix du mil sont plus élevés de 104% à Bamako au Mali, de 91% à Ouagadougou au Burkina Faso, de 28% et 47% respectivement à Niamey et Maradi au Niger³. L'impact de ces hausses des prix sera majeur dans la mesure où 60% des populations du Sahel achètent leurs vivres sur le marché et que l'alimentation représente 80% des dépenses des groupes les plus vulnérables. De nombreuses familles ne peuvent plus trop compter non plus sur des sources alternatives de revenus. La baisse du volume des transferts de fonds assurés auparavant par les migrants sahéliens de Libye et du Nigéria, par exemple, a exercé une pression supplémentaire sur les familles vulnérables.

Et si certains pays côtiers voisins du Sahel ont enregistré des productions plus favorables, de nombreux doutes subsistent quant à la capacité du marché régional des produits alimentaires – qui fonctionne moins bien que durant la crise de 2010- à assurer effectivement le transfert de vivres en quantités suffisantes des régions excédentaires vers les zones déficitaires (voir page 5).

En plus de l'insécurité au Nord Nigéria qui a réduit l'efficacité du marché, le conflit au Mali a entraîné une augmentation importante des besoins humanitaires, la hausse des prix alimentaires, la perturbation des migrations pastorales, et empêche les habitants de cette région de migrer à la recherche d'emploi et de revenus

L'impact humanitaire : plus de 18,4 millions de personnes vulnérables en 2012

La crise s'est déjà installée dans certaines communautés, elle se profile à l'horizon pour d'autres, et les périodes de soudure qui s'étendent sur une plus longue période sont imminentes. Outre la menace de la crise alimentaire sur la vie et les moyens d'existence de 18,4 millions de personnes avec 6 millions de personnes qui sont dans une situation d'insécurité alimentaire sévère, le conflit dans le nord du Mali suscite de nouveaux besoins humanitaires avec le déplacement de plus de 320 000 personnes depuis fin janvier 2012⁴. Les populations les plus susceptibles d'être touchées sont les femmes, les petits éleveurs, les ménages pauvres ayant un accès limité aux moyens de production et les ménages dépendant habituellement de l'émigration saisonnière, sans oublier les communautés vivant dans les zones affectées par l'insécurité.

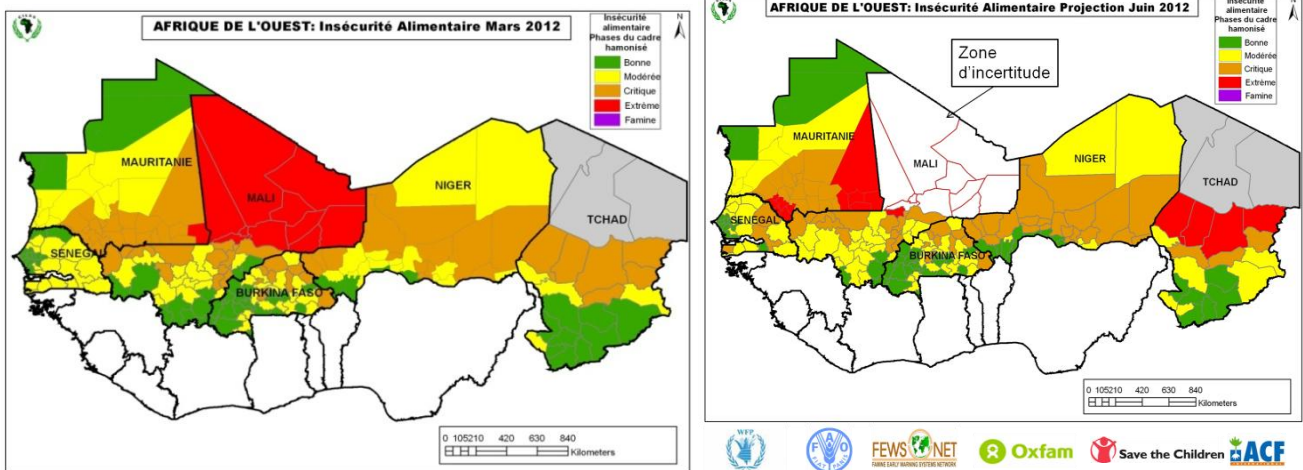
Les conséquences sont significatives. Selon une enquête menée par Oxfam dans la bande sahélienne de l'est du Tchad, par exemple, 63% des ménages n'ont pas été en mesure de couvrir leurs besoins au-delà de février⁵, tandis que les réserves céréalières dans huit des 22 régions que compte le Tchad seront pour la plupart épuisées en mars⁶. On note déjà des stratégies d'adaptation extrêmes telles que la recherche de grains éventuellement stockés sous terre par les fourmis. Dans la région de Tillabery (ouest du Niger), les communautés sont confrontées à l'épuisement de leurs réserves alimentaires et à une accumulation de leurs dettes ce qui entraîne l'exode massif vers les villes de populations en quête de nourriture et d'emploi.

Tableau 1: Population au sahel en situation d'insécurité alimentaire en mars 2012

Pays	Total personnes en insécurité alimentaire/Vulnérables
Mauritanie	700 000 personnes en insécurité alimentaire, dont 290 000 à des niveaux sévères
Mali	4 600 000 en insécurité alimentaire, dont 3 600 000 à des niveaux sévères
Niger	6 112 089 en insécurité alimentaire dont 1 916 855 à des niveaux sévères
Burkina Faso	2 852 280 en insécurité alimentaire
Tchad	3 622 200 en insécurité alimentaire dont 1 180 300 à des niveaux sévères
Sénégal	850 000 affectés par l'insécurité alimentaire
Gambie	713 433 vivants dans des zones à risque

Malheureusement de nombreux signes montrent que la situation se détériore sérieusement. Selon l'analyse conduite par un groupe d'experts de différentes agences, des régions de Mauritanie et du nord Mali étaient déjà classées en mars (carte de gauche ci-dessous) en situation de crise extrême (IPC Phase 4). Les projections pour le mois de juin révèlent de nouvelles zones de crise extrême, tandis que certains craignent que la situation au Nord Mali ne débouche sur des poches de famine (IPC Phase 5) si rien n'est fait urgemment.⁸

Insécurité alimentaire au Sahel: CILSS, FEWSNET, FAO, PAM, OXFAM, ACF, Save the Children



Sans intervention d'envergure, ces communautés risquent d'épuiser leurs moyens d'existence et voir leurs biens disparaître à mesure que le bétail meurt ou est vendu (à vil prix) pour s'alimenter, que les semences sont consommées et elles ne seront pas capables de préparer la prochaine campagne agricole. Les taux de malnutrition risquent aussi d'être très élevés si aucune action préventive n'est entreprise. L'UNICEF estime que plus d'un million d'enfants âgés de moins de cinq ans sont menacés cette année de malnutrition aiguë sévère au Sahel et dans le pire des scénarios, ce chiffre peut atteindre 1,5 millions⁹. Les impacts à long terme sur la croissance des enfants et la création de moyens d'existence durables sont évidents, aggravant encore davantage la pauvreté dans la région.

La réponse à ce jour et les défis futurs

La réponse à ce jour a été, à bien des égards, plus positive que lors des crises précédentes dans la région : les systèmes d'alerte précoce ont relativement bien fonctionné, les gouvernements de la région ont sonné l'alarme rapidement, et certains bailleurs ont mobilisé des fonds plus vite qu'auparavant. Cependant, d'importantes lacunes doivent encore être comblées et des zones renforcées pour apporter une réponse humanitaire qui permette de faire effectivement face aux besoins des populations les plus vulnérables.

La suite de ce document souligne cinq défis majeurs à relever et à surmonter afin de protéger 18 millions de personnes de la crise alimentaire de cette année et des crises à venir. Avec une mobilisation rapide des fonds, une assistance humanitaire efficace aux populations les plus vulnérables, un bon fonctionnement des marchés régionaux, le renforcement du leadership et de la coordination, l'accroissement de la résilience à long terme grâce aux investissements, il est possible de préserver des vies humaines et les moyens d'existence en 2012, et amorcer la rupture du cycle de la faim dans le Sahel.

1. Comblent l'écart financier dès aujourd'hui, avant le pic de la crise

En s'engageant dès maintenant dans des actions rapides et plus efficaces, les populations vulnérables peuvent être mieux protégées, à un coût nettement moindre que si l'action ne devait intervenir qu'une fois la crise installée. Prévenir la malnutrition est beaucoup moins coûteux que de la traiter, de même que maintenir un troupeau en vie est largement moins cher que de le remplacer.

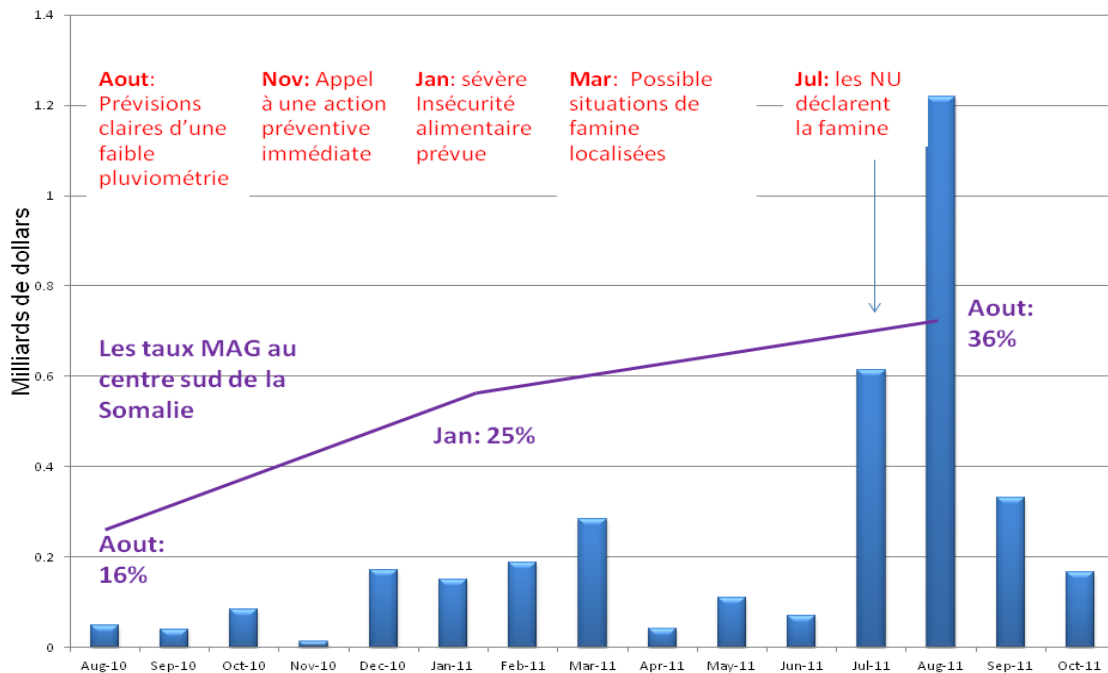
En 2005, l'ancien coordinateur humanitaire des Nations Unies, Jan Egeland, estimait qu'il fallait 1 USD par jour pour sauver la vie d'un enfant souffrant de malnutrition au Niger l'année précédant la crise, et 80 USD par jour lorsque la crise alimentaire avait atteint son pic.¹⁰

La mobilisation rapide de fonds par les bailleurs est encourageante, même si la réponse globale reste insuffisante. Par exemple, fin 2011, ECHO avait déjà engagé des fonds supplémentaires pour la région en prévision de la crise, et a accru son appui financier à 123.5 millions d'euros en janvier 2012. D'autres bailleurs ont également apporté des contributions pour mettre en œuvre une réponse rapide.

Cependant à la fin mai 2012 le fossé reste important, avec un certain nombre de bailleurs qui doivent encore contribuer, et d'autres qui doivent faire plus au regard de ce que devrait être leur « contribution équitable »¹¹. Les Nations Unies estiment que 1.5 milliards de dollars sont nécessaires pour répondre à l'appel régional, un chiffre qui pourrait bien atteindre les 1.6 milliards dès lors que l'appel national pour le Mali aura été entièrement révisé¹².

Depuis le 31 mai, le service de suivi financier des Nations unies indique que 580 millions de dollars de financements ont été confirmés à ce jour pour la réponse, et un montant de 220 millions de dollars supplémentaire sont potentiellement disponibles pour des projets en dehors de cet appel¹³. Cela représente encore un déficit de 800 millions de dollars si l'on se réfère aux besoins estimés.

L'engagement et la mobilisation aussi vite que possible des fonds sont aussi importants que le montant lui-même. Durant la récente crise de la Corne de l'Afrique, par exemple, peu de fonds avaient été mobilisés avant qu'une famine n'y soit déclarée en juillet 2011, soit plusieurs mois après les premières alertes. Le graphique ci-dessous montre comment le financement a été tardivement mobilisé par rapport aux premières alertes, et la manière dont ils n'ont, par conséquent, pas permis de mettre fin aux taux de malnutrition sans cesse croissants, qui ont conduit à des niveaux de famine durant de nombreux mois.



Les flux massifs d'aide consécutifs à ces alertes ont permis de sauver la vie de plusieurs personnes ainsi que leurs moyens d'existence, mais les coûts (financiers et en termes de vies humaines) auraient été moindres si ces fonds avaient été mobilisés quelques mois plus tôt¹⁴. De même, lors de la crise alimentaire au Sahel de

2010, les Etats-Unis avaient approuvé, à partir de leur marché intérieur, une aide alimentaire de 50 millions de dollars pour le Niger. Il a fallu cependant attendre trois à cinq mois pour que cette aide soit effective, dont le tiers n'était toujours pas disponible en août dernier ; un retard excessif pour beaucoup.¹⁵ Ce mois de mai reste un mois clé pour accroître substantiellement les ressources disponibles et les traduire en action sur le terrain et à temps pour faire face au pic de la crise. Une réelle opportunité pour accroître cette mobilisation serait d'inclure une conférence de haut niveau sur le Sahel, comme proposé par l'Union Africaine, durant laquelle les donateurs nouveaux et existants seraient invités à accroître leurs contributions.

Recommandations :

- Les gouvernements nationaux et les bailleurs doivent immédiatement mobiliser et accélérer les décaissements de fonds suffisants pour appuyer les plans nationaux d'intervention d'urgence, en vue de protéger les populations, et pour garantir que l'appel d'urgence en cours de révision par les NU soit entièrement financé.
- La conférence de haut niveau sur le Sahel de juin devrait être utilisée comme un moment clé pour mobiliser les fonds, faire en sorte que chacun contribue sa quote-part pour les besoins d'urgence mais aussi pour apporter leur soutien aux mesures de long terme nécessaires pour renforcer la résilience. Des efforts devraient être faits pour assurer une participation de haut niveau tant des bailleurs existants que des nouveaux potentiels, dans le but de franchir une étape décisive dans la réponse à la crise.

2. S'assurer que l'assistance adéquate vise les populations les plus vulnérables, y compris celles qui sont affectées par les conflits

Alors que les acteurs doivent intervenir rapidement, avec des ressources suffisantes et à l'échelle adéquate, il convient de mettre un accent particulier sur le ciblage des personnes qui nécessitent le plus d'aide, notamment les femmes, les petits pasteurs et les personnes touchées par les conflits.

Le soutien aux zones pastorales a été insuffisant et tardif en 2010 et en 2012, et il faut éviter de reproduire les erreurs du passé. En 2012, les pasteurs figurent parmi les groupes les plus lourdement affectés en raison de la réduction des pâturages et des mares d'eau, ainsi que la faible disponibilité et l'accès limité à l'aliment de bétail. Par ailleurs, la détérioration des termes de l'échange entre les prix du bétail et des denrées ont compromis leur pouvoir d'achat de vivres. Trois ans au moins sont nécessaires pour reconstituer un petit stock de moutons et de chèvres, et jusqu'à dix ans pour constituer des stocks de bétail. Aider les communautés pastorales à maintenir un troupeau en vie est largement moins coûteux que de le remplacer, et dans la mesure où les pasteurs sont affectés plus rapidement que les autres groupes, une action rapide est particulièrement importante.

Les besoins spécifiques des femmes vulnérables nécessitent également une attention accrue. Dans les familles les plus pauvres, les hommes migrent souvent pour chercher un emploi dans d'autres régions ou pays, laissant les femmes et les enfants. Lorsque la recherche d'emploi échoue, la femme et les enfants peuvent aussi être amenés à migrer et à utiliser des mécanismes d'adaptation précaires et destructeurs tels que la vente d'actifs, la mendicité ou encore la prostitution dans les villes. L'impact de la crise fait ressortir les faiblesses ou l'absence de droits de certains groupes sociaux, dont les femmes et les enfants. Il est pourtant crucial que les réponses tiennent compte de ces vulnérabilités spécifiques. Leur protection passe par un ciblage qui puisse répondre à leurs besoins spécifiques : en protégeant les enfants de la malnutrition, et dans le cas des femmes, en renforçant leur droits et en leur offrant plus d'opportunités économiques, qui leur permettra de renforcer leur résilience face aux crises futures.

Dans l'immédiat, il est nécessaire de soutenir la réponse aux besoins alimentaires et non alimentaires essentiels, assurer l'accès à l'eau potable et promouvoir les bonnes pratiques en matière d'hygiène pour réduire le risque de maladies diarrhéiques et de malnutrition et ainsi prémunir les populations de la nécessité de vendre leurs biens pour acheter des vivres. Il est capital de renforcer les interventions liées à l'eau au niveau communautaire, actuellement sous-financées, étant donné la réduction de la disponibilité en eau et les liens étroits avec la malnutrition et les moyens de subsistance.

Quand la période de soudure commence¹⁶, une aide alimentaire accrue est nécessaire, à travers notamment des transferts en espèces ou des bons, dans les zones où la disponibilité et l'accès aux marchés sont convenables. Il faudra aussi assurer le bon fonctionnement du réseau de centres de traitement de la malnutrition. Préparer l'appui aux activités productives est également crucial en amont des premières pluies, attendues avant juin, afin de permettre aux populations de se relever. Les producteurs ont besoin de

semences, de fertilisants agricoles, d'outils et de nourriture pour être prêts à commencer à travailler dans leurs champs, et les éleveurs ont besoin d'avoir maintenu, vacciné et vermifugé leurs animaux afin qu'ils soient suffisamment en bonne santé pour le début de la saison des pluies.

Il est également important de fournir une assistance non seulement dans les zones d'origines ou les zones déficitaires, mais également de répondre aux besoins de ceux qui ont migré à la recherche de revenus ou de nourriture, voire d'eau et de pâturages pour leurs animaux, et qui se regroupent souvent dans des conditions très précaires.

Le conflit au Mali constitue un défi majeur pour la réponse à la crise en raison des contraintes humanitaires additionnelles induites qui compliquent grandement la fourniture d'une assistance humanitaire suffisante.

Même avant le coup d'Etat du 22 mars, 3.5 millions de personnes étaient menacées par la crise alimentaire, une situation qui a dramatiquement empiré. Dans le nord du Mali, contrôlé maintenant par plusieurs groupes armés, beaucoup de services sociaux de base ont cessé: l'accès à l'eau et l'électricité est limité en raison de la diminution des stocks de carburant, la quantité de nourriture disponible s'est fortement réduite et quand il y en a, les prix sont nettement plus élevés que ceux d'avant-crise. La forte insécurité dans la zone explique que seules quelques organisations ont été capables de fournir l'assistance aux communautés vulnérables. Pour toutes ces raisons, le nord Mali est actuellement considéré comme une zone d'insécurité alimentaire extrême, et un certain nombre d'acteurs de la région craignent ouvertement l'apparition prochaine de poches de famine si la situation perdure.¹⁷

En raison de l'insécurité et de l'absence de services sociaux de base, beaucoup de familles ont quitté les villes pour les villages ou ont fui dans les pays voisins. OCHA estime à plus de 340 000 personnes se sont déplacées depuis fin janvier 2012¹⁸ et les évaluations montrent que les personnes déplacées ont des besoins humanitaires urgents. De plus, ces mouvements de populations vers des zones déjà précaires risquent grandement d'aggraver l'insécurité alimentaire dans les familles hôtes.

Il faut également tenir compte d'autres répercussions telles que la perturbation des voies de commerce entraînant la disponibilité réduite et la hausse du prix des denrées alimentaires, le déplacement massif des pasteurs vers des zones où l'eau et les pâturages sont déjà extrêmement rares et le fait que les populations sont empêchées de migrer pour chercher un emploi et des revenus pour soutenir leurs familles.

Alors que l'insécurité et l'incertitude politique persistent, il est crucial de s'assurer que les besoins humanitaires des Maliens frappés par cette double-crise sécuritaire et alimentaire soient entièrement pris en compte dans toute résolution relative à la crise dans le nord. Accorder la priorité à une solution militaire entraînerait de gros risques. Les effets combinés d'un conflit armé, du pic de cette crise alimentaire sévère en juillet/août et d'un accès humanitaire limité pourraient être totalement dévastateurs pour les populations vivant au nord du Mali.

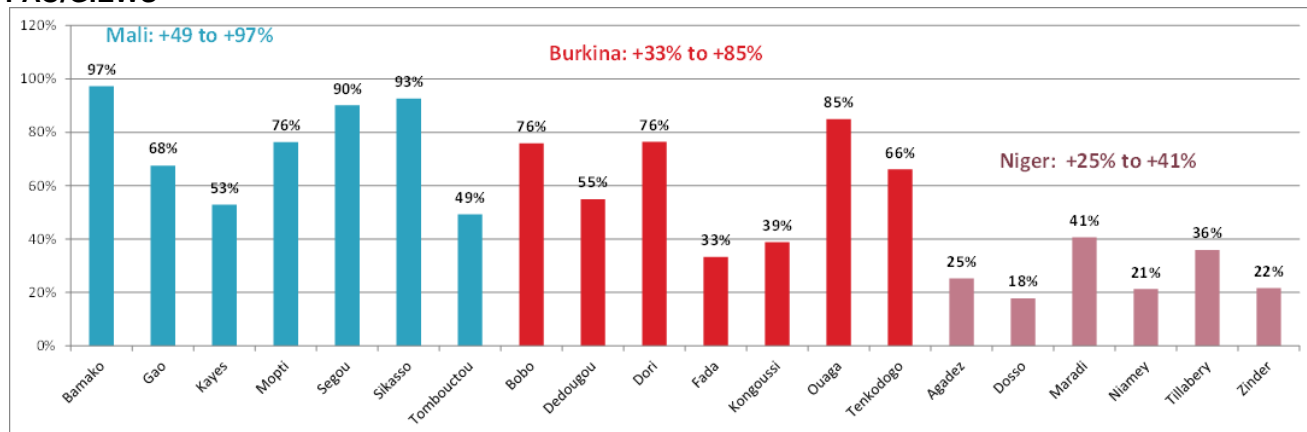
Recommandations:

- L'ensemble des acteurs devrait s'assurer que les interventions atteignent les populations les plus vulnérables par une assistance appropriée, en assurant un ciblage adéquat des femmes et des pasteurs, en renforçant les interventions sur l'eau, l'assainissement et l'hygiène au niveau communautaire.
- Toutes les autorités du Mali, appuyées par OCHA en cas de besoin, devraient assumer leur responsabilité vis-à-vis des populations qui sont sous leur contrôle et garantir que les populations affectées par le conflit soient en mesure d'accéder à l'aide humanitaire. Cela signifie de répondre aux besoins et aux droits des personnes déplacées par le conflit, de celles qui restent dans les zones de conflit ainsi que des communautés d'accueil. Ceux qui ont de l'influence sur les forces en présence devraient s'assurer que l'accès libre, sans entraves et impartial soit une priorité
- Tous les acteurs nationaux, régionaux et internationaux devraient travailler à une solution politique qui garantisse la paix et la stabilité nécessaires pour répondre aux besoins des populations vulnérables. Même si les efforts diplomatiques pour aboutir à une transition sans heurts sont bien accueillis, les sanctions et les gels de l'assistance bilatérale qui menacent les moyens d'existence des communautés vulnérables, la fourniture de services de base et l'aide humanitaire, la liberté des civils à fuir la violence ou le fonctionnement des marchés régionaux alimentaires ne doivent pas être imposés.

3. Maintenir un bon fonctionnement des marchés régionaux pour assurer la circulation des produits alimentaires et des prix bas

Le bon fonctionnement des marchés régionaux de produits alimentaires est un élément essentiel du transfert des denrées à un prix abordable des zones de production agricole excédentaire, comme le Nigeria, le Ghana et le Bénin, vers les pays du Sahel présentant des déficits de récolte. On note cependant des signaux forts selon lesquels le marché ne fonctionne pas suffisamment bien, en particulier la tendance continue à la hausse et à la volatilité du prix des denrées. Les prix qui n'ont pas fléchi comme prévu durant la période de récolte, restent extrêmement élevés comparés à la moyenne quinquennale et augmentent à nouveau au Niger, au Burkina Faso et au Mali après une brève stabilisation. De plus, on note des problèmes de disponibilité des céréales dans de multiples zones, auquel s'ajoute l'incapacité de certains à acheter la nourriture.

Graphe 2 : Prix de référence des céréales en avril 2012 comparé à la moyenne quinquennale. Source FAO/GIEWS



Un certain nombre de facteurs affectent la capacité du marché régional à fonctionner de manière effective. Avec une répartition irrégulière des zones déficitaires par rapport aux crises précédentes, il est plus difficile d'assurer l'approvisionnement en denrées de ces zones ; les coûts élevés du carburant ont entraîné une inflation des prix ; les prix élevés au Soudan ont diminué les flux commerciaux vers certaines zones du Tchad ; les prix élevés dans les pays côtiers ont réduit les quantités disponibles pour l'exportation à des prix abordables. Au Ghana par exemple, la forte demande intérieure a contribué au doublement du prix du maïs¹⁹.

L'insécurité est une préoccupation majeure et croissante. La crainte de la violence dans le nord du Nigeria constitue un facteur dissuasif à la fois pour les commerçants transfrontaliers et les migrants en provenance du Tchad et du Niger, réduisant les importations et les opportunités de migration saisonnière²⁰. Les tracasseries et la corruption accroissent les coûts de transport des denrées, tandis que certains postes-frontières dans les États de Borno et Yobe ont été fermés, et que les exportations ont été considérablement réduites. Avant le coup d'état au Mali, l'insécurité avait déjà perturbé les marchés dans les zones affectées par le conflit. La situation s'est depuis lors fortement détériorée, limitant la disponibilité alimentaire et augmentant de manière significative les prix.

L'introduction de mesures législatives ou administratives limitant l'exportation de denrées alimentaires vers les pays voisins, constitue un autre risque majeur. Le Burkina Faso a limité ses exportations de céréales depuis décembre 2011, une mesure qui perturbe le marché interne, complique l'importation de nourriture dans les zones d'insécurité alimentaire grave comme Tillabery au Niger, mais qui limite aussi la capacité du PAM à acheter de la nourriture pour la distribution dans toute la région. Au Mali, exportateur-clé de la région, les licences d'exportations de céréales doivent désormais être délivrées au cas par cas, augmentant ainsi le coût de l'approvisionnement des zones déficitaires en denrées.²¹

Non seulement ces mesures ne tiennent pas compte des expériences des crises précédentes qui ont révélé que ces fermetures de frontières avaient fortement renchéri les prix en cours, mais elles s'opposent à la *Charte pour la prévention et la gestion des crises alimentaires*, un accord intergouvernemental signé par 17 ministres de l'Agriculture de la CEDEAO, de la Mauritanie et du Tchad en novembre 2011, visant à assurer la coordination régionale et la solidarité dans le fonctionnement des marchés.

Recommandations:

- La zone CEDEAO, plus la Mauritanie et le Tchad, devraient coordonner leurs actions de manière effective afin d'assurer le plein fonctionnement des marchés régionaux et les flux de populations,

facilitant le commerce et veillant à ce qu'aucun pays n'introduise de restriction susceptible d'avoir un impact sur la sécurité alimentaire des autres.

- Dans les zones où les marchés sont convenablement approvisionnés mais avec des prix inaccessibles, la priorité devrait être donnée à l'appui au pouvoir d'achat des communautés vulnérables par des transferts monétaires et des programmes orientés sur la génération de revenus
- Dans les zones où la disponibilité alimentaire et les aliments de bétail, seront faibles selon les projections, des stocks alimentaires devraient être rapidement constitués au moyen d'achats régionaux et internationaux, de même qu'un appui aux commerçants intermédiaires devrait être organisé pour la fourniture des zones déficitaires, en facilitant l'accès au crédit et à la capacité de stockage
- A moyen terme, un système de réserves alimentaires aux niveaux communautaire, national et régional devrait être développé et mis en œuvre. Dans le même temps, la CEDEAO devrait finaliser son Tarif Extérieur Commun pour protéger les produits agricoles clés.

4. Renforcer le leadership et la coordination afin d'assurer une réponse efficace

Le leadership et la coordination sont essentiels à la gestion efficace de toutes les étapes de réponse aux crises alimentaires, de l'alerte précoce aux secours, en passant par la relance économique et la question des causes structurelles. L'évaluation de la réponse de 2010 par le Groupe de travail sur le Sahel introduit des défis majeurs en matière de coordination, y compris dans les pays disposant de cadres reconnus et consensuels, et fait état d'un manque d'information, de réponses tardives, d'une duplication inutile des efforts et d'une concentration inégale des ressources²².

Les gouvernements et les agences des Nations Unies jouent un rôle essentiel. Même si les rôles spécifiques de chacun dépendent du contexte et du niveau de capacité des pays, les principes de base consistent notamment à assurer le déploiement d'acteurs bien expérimentés, l'élaboration de plans nationaux avec l'appui conséquent de la communauté humanitaire, des donateurs et des gouvernements, le renforcement des capacités nationales à assurer une coordination efficace, ainsi que l'appui à la société civile pour garantir la redevabilité des gouvernements.

En ce qui concerne le Sahel, le cadre essentiel qui doit être appliqué est la *Charte pour la prévention et la gestion des crises alimentaires*. Cette Charte comprend notamment des engagements fondamentaux sur les systèmes d'alerte précoce, les structures de coordination et d'information et la création d'un 'cadre stratégique opérationnel de gestion de crise alimentaire' en temps de crise. Oxfam, ROPPA, RBM, APSS, POSCAO et WILDAF ont travaillé en collaboration avec les autres organisations de la société civile depuis d'avril 2012 afin de veiller au suivi de l'application de cette Charte et identifier les secteurs à renforcer.

Des aspects positifs de la réponse à ce jour sont à noter pour la plupart des gouvernements de la région. L'un des plus significatifs concerne le fonctionnement effectif des systèmes nationaux d'alerte précoce dans la plupart des pays, fournissant aux gouvernements et aux autres agences les informations nécessaires à une action rapide.

En outre, la plupart des gouvernements les plus touchés ont reconnu la crise et demandé une aide internationale avant fin 2011. La Mauritanie, le Mali, le Niger et le Burkina Faso ont déjà élaboré des plans d'intervention d'urgence et des budgets²³. Le Burkina Faso a déjà lui-même fourni 16 millions de dollars pour l'achat de céréales et la production de maïs de contre-saison, tandis que le Tchad a subventionné des ventes de 20 000 tonnes de céréales à partir de ses stocks, le Mali a acheté 21,000 tonnes de maïs et de mil, et le Gouvernement de la Mauritanie s'est engagé à financer 50% de son plan national.

Les agences des Nations Unies ont également été dans l'ensemble plus performantes, les principaux organismes tirant la sonnette d'alarme et s'étant préparé en conséquence avant fin 2011. La qualité des interventions de certains organismes s'est également améliorée, à travers notamment une plus grande prise en considération des réponses basées sur le transfert d'argent le cas échéant, notamment au Niger, au Burkina Faso et en Mauritanie. Le recrutement récent d'un coordinateur régional humanitaire et le renforcement de la présence d'OCHA au Mali est bien accueilli.

De nombreux domaines doivent cependant encore être renforcés. Le Tchad, le Sénégal et la Gambie ne se sont pas encore complètement accordés sur les plans opérationnels nationaux qui sont en mesure de coordonner et de guider efficacement la réaction, tandis que la mise en œuvre d'autres plans a souvent été

trop lente. Il est nécessaire de renforcer les mécanismes de coordination au niveau des pays, renforcer la filière alimentaire, compte tenu des défis logistiques pour convoier des vivres dans la région, et d'être plus clair sur les besoins financiers afin de mobiliser plus efficacement les financements. Le conflit armé au Mali impose aussi un défi supplémentaire et il est nécessaire pour OCHA de coordonner efficacement les interventions dans ce pays pour permettre aux organisations humanitaires de fournir l'assistance aux populations vulnérables. Il est nécessaire de renforcer les mécanismes de coordination au niveau des pays ; de renforcer le pipeline alimentaire, compte tenu des contraintes logistiques pour amener les produits dans la région ; et il y a un besoin urgent de fournir une plus grande clarté autour des besoins de financement et les modalités pour les mobiliser plus efficacement en appui aux plans nationaux, tout en modifiant les mécanismes existants en cas de besoin.

Recommandation :

- Toutes les parties doivent pleinement appliquer la *Charte pour la prévention et la gestion des crises alimentaires*. Chaque pays doit ainsi élaborer un plan national d'urgence complet et opérationnel, avec des besoins financiers clairement indiqués et communiqués, en coordination avec les organismes des Nations Unies, les ONG, les organisations de producteurs et les organisations de la société civile.
- L'ensemble des acteurs doivent coordonner leur appui aux plans nationaux et les structures d'intervention et de coordination doivent œuvrer dans le sens d'un renforcement des capacités et du leadership nationaux, de même que du rôle de la société civile pour garantir la redevabilité.

5. Renforcer la résilience à long terme pour rompre le cycle de la faim

Il est essentiel de protéger les communautés de la crise à venir, mais cela ne représente qu'une partie de la bataille, si nous voulons sortir du cercle vicieux des crises dans la région du Sahel. Outre le fait d'agir rapidement et de mettre en place des réponses effectives et ciblées durant la crise, nous devons agir sur le long terme afin de réduire la vulnérabilité des populations, et accroître leur résilience face à des crises récurrentes.

D'autres sécheresses vont inévitablement sévir dans le Sahel. La question est de savoir comment les communautés y feront face, et comment elles seront appuyées. Le plus grand des défis à venir est de savoir si la région du Sahel restera, en permanence, en proie au sous-investissement, à la vulnérabilité chronique et aux réponses tardives aux crises, ou si ce cycle vicieux peut être rompu grâce à des investissements plus rationnels et graduels.

En octobre 2011, le Groupe de travail sur le Sahel a publié un rapport analysant les expériences des crises survenues au Sahel en 2005 et 2010, et formulant des recommandations spécifiques et détaillées, axées sur le renforcement de la résilience des populations et le changement d'approche des acteurs humanitaires et de développement.²⁴ Le rapport propose une série d'interventions prioritaires et encourage un changement conceptuel face à la fausse dichotomie qui existe entre « développement » et « humanitaire », « urgence » et « non-urgence » afin d'investir davantage dans les « zones grises » qui pourraient permettre d'éviter les situations d'urgence dans les régions comme le Sahel et favoriser la durabilité des améliorations en matière de développement.

De façon pratique, répondre plus efficacement aux crises nécessitera de renforcer la préparation et la réponse rapide en appliquant le Cadre Harmonisé Bonifié, dans les délais et de façon participative, et veiller à ce que les acteurs réagissent de manière décisive aux systèmes d'alerte précoce. Cependant, davantage d'investissements à long terme pour réduire la vulnérabilité et renforcer la résilience des populations, seront nécessaires.

Tout d'abord, dans un contexte où les denrées sont souvent disponibles sur le marché, mais inaccessibles en raison des prix élevés, les réserves alimentaires en développement dans les régions vulnérables seront essentielles non seulement pour l'amélioration de l'accès aux stocks à des prix abordables afin de répondre rapidement aux crises futures, mais également pour aider les gouvernements à prévenir et à gérer la volatilité des prix des denrées alimentaires. La CEDEAO s'est récemment engagée à définir un cadre réglementaire pour le développement d'un système régional de réserves alimentaires, un processus qui devrait être appuyé par les bailleurs de fonds, notamment durant le sommet du G20 en juin 2012.

En second lieu, la conception de politiques nationales et de programmes de promotion de mesures de protection sociale et de filets sociaux de sécurité sont nécessaires pour les personnes et les communautés les plus vulnérables, en particulier les enfants, les femmes enceintes et qui allaitent, et les personnes âgées. Cela renforcera la résilience à long terme des ménages, accroîtra la nutrition des enfants, des femmes

enceintes et qui allaitent, et atténuera l'impact des sécheresses futures. La réunion du Comité pour la Sécurité Alimentaire Mondiale (CFS) à Rome en octobre 2012 constituera une belle opportunité pour promouvoir et appuyer ce type d'investissements.

Troisièmement, nous devons changer notre système de production et de consommation alimentaire, et passer d'un investissement axé sur un éventail limité de cultures d'exportation vers un investissement en faveur des exploitations familiales qui peuvent accroître la production alimentaire locale et briser la dépendance vis-à-vis des marchés internationaux fragiles et coûteux. Cela doit essentiellement inclure l'allocation d'au moins 10% des budgets nationaux au secteur de l'agriculture, tel que promis en 2003 dans la Déclaration de Maputo de l'Union africaine, et axer l'appui en faveur des exploitations familiales, et en accordant une attention particulière aux exploitations dirigées par les femmes.

Quelques pays fortement affectés par la crise au Sahel, comme le Burkina Faso, le Mali le Niger et le Sénégal ont en effet atteint les 10% de Maputo mais les investissements n'ont pas priorisé les cultures vivrières par rapport aux cultures de rente et n'ont pas suffisamment ciblé les petits producteurs. Les gouvernements devraient assurer une distribution équitable des ressources budgétaires en adoptant un système de ciblage détaillé où les indicateurs de pauvreté et la population agricole constituent la base pour l'allocation des ressources dans les différentes régions géographiques. Par ailleurs, la FAO²⁵ estime que si les femmes bénéficiaient du même accès aux ressources productives que les hommes, elles pourraient augmenter les récoltes de leurs exploitations agricoles de 20 à 30%, permettant de sortir de la famine, 100 à 150 millions de personnes. Par conséquent, il importe de privilégier l'accès des femmes aux ressources pour rompre le cycle de la faim.

Recommandations:

L'ensemble des acteurs doivent investir dans des interventions à long terme visant à réduire la vulnérabilité chronique des populations de la région face à de futures crises, notamment :

- L'allocation d'au moins 10% du budget national dans l'agriculture, en assurant une distribution plus équitable des ressources budgétaires ciblant prioritairement les exploitations familiales et notamment les femmes
- Le développement de réserves alimentaires nationales, régionales et communautaires, notamment à travers l'appui au cadre proposé par la CEDEAO, durant le sommet du G20 de juin 2012
- Un investissement plus important dans des programmes à long terme de protection sociale et de filets de sécurité, et les soutenir durant la prochaine réunion du CFS

Notes

- ¹ Sahel Working Group, Octobre 2011, *Echapper au cycle de la faim: Les chemins de la résilience au Sahel* disponible sur <http://bit.ly/w4Ew5P>
- ² Données tirées du rapport de la réunion PREGEC du CILSS, Cotonou, 24-26 Novembre et basées sur les systèmes nationaux d'alerte précoce. Ces données montrent que les déficits des autres pays par rapport à l'année dernière sont importants : 31% pour la Gambie, 27% pour le Niger, 20% pour le Mali, 16% au Burkina Faso et 13% au Sénégal.
- ³ *Sécurité Alimentaire et Implications Humanitaires en Afrique de l'Ouest et au Sahel*, Note Conjointe FAO/WFP Avril 2012
- ⁴ 18.4 millions de personnes touchées par la crise et 320.000 personnes déplacées. Ces informations proviennent de la Note instantanée Sahel OCHA humanitaire du 4 mai 2012. Le chiffre de 6 millions de personnes en insécurité alimentaire sévère provient des conclusions de la réunion PREGEC qui s'est tenue en Mars.
- ⁵ Oxfam, Surveillance de la sécurité alimentaire, Zone de Gozbeida et Koukou Angarana, Newsletter 5 Octobre- Décembre 2011.
- ⁶ Enquête Nationale Post Récoltes sur la Sécurité Alimentaire des Ménages Ruraux du Tchad, Ministère de l'agriculture/PAM/FAO, Novembre-Décembre 2011
- ⁷ Les chiffres pour la Mauritanie, le Niger et le Burkina Faso sont extraits de l'évaluation conduite par le CILSS, la FAO, le PAM et FEWSNET en janvier 2012. Les chiffres pour le Tchad proviennent de l'enquête gouvernementale la plus récente (voir la note 10), et les chiffres pour le Mali viennent de systèmes d'alerte précoce de février 2012. Les chiffres pour le Sénégal proviennent de la mise à jour conjointe FAO / PAM de janvier 2012. Les chiffres pour le Mali et le Sénégal représentent le nombre de personnes vivant dans les communes touchées, mais pas nécessairement le nombre de personnes directement affectées.
- ⁸ Présentation CILSS-FEWSNET lors de la réunion du RPCA meeting, Paris, avril 2012.
- ⁹ OCHA Sahel Snapshot, 4 Mai 2012.
- ¹⁰ Mousseau, F. *Sahel: A Prisoner of Starvation? A Case Study of the 2005 Food Crisis in Niger* p13
- ¹¹ La "contribution équitable" d'un pays devrait se calculer proportionnellement à sa richesse nationale. Des analyses seront développées prochainement sur le sujet.
- ¹² Le Service de Suivi Financier des Nations Unies au 31 mai 2012
- ¹³ Le Service de Suivi Financier d'UNOCHA, <http://fts.unocha.org/>, consulté le 31 mai 2012.
- ¹⁴ Une évaluation complète de la réponse internationale à la crise de la corne de l'Afrique est disponible dans un document produit par Oxfam et Save the Children : 'Un retard dangereux : le coût d'une réponse tardive à des alertes précoces lors de la sécheresse de 2011 dans la Corne de l'Afrique'
- ¹⁵ Sahel Working Group, Octobre 2011, *Echapper au cycle de la faim: Les chemins de la résilience au Sahel*
- ¹⁶ Le début précoce de la période de soudure varie à travers la région, mais de manière générale, elle pourrait désormais se situer en février / mars pour les pasteurs et en avril / mai pour les communautés agricoles. Toutefois, pour certaines communautés - par exemple dans certaines parties de la Mauritanie où les stocks alimentaires sont fortement amoindris- elle a même débuté en janvier.
- ¹⁷ Présentation CILSS-FEWSNET lors de la réunion du RPCA meeting, Paris, avril 2012.
- ¹⁸ OCHA Sahel Humanitarian Snapshot, 22 Mai 2012
- ¹⁹ PAM (Janvier 2012) : Le marché des céréales secondaires dans le Sahel: implications pour la réponse à la crise alimentaire 2012.
- ²⁰ Note conjointe FEWSNET/CILSS, http://www.fews.net/docs/Publications/West_marketreport_2012_03_fr_final.pdf
- ²¹ *Sécurité Alimentaire et Implications Humanitaires en Afrique de l'Ouest et au Sahel*, Note Conjointe FAO/WFP janvier 2012.
- ²² Sahel Working Group, Octobre 2011, *Echapper au cycle de la faim: Les chemins de la résilience au Sahel*, <http://bit.ly/w4Ew5P>
- ²³ Les plans nationaux de la Mauritanie, du Mali, du Niger et du Burkina Faso sont respectivement estimées à 156 millions USD, 222 millions USD, 322 millions USD et 141 millions USD
- ²⁴ 24 recommandations détaillées sont formulées dans le document, qui peut être téléchargé via: <http://bit.ly/w4Ew5P>.
- ²⁵ Banque Mondiale, FAO, FIDA – Le Genre dans l'agriculture (2010)

© Oxfam International avril 2012

Ce document d'information a été rédigé par Stephen Cockburn. Ce document a été écrit avec le soutien du ROPPA, de RBM, de l'APESS et de Wildaf. Il fait partie d'une série de textes écrits pour informer et contribuer au débat public sur des problématiques relatives au développement et aux politiques humanitaires.

Pour toute information complémentaire, veuillez contacter: scockburn@oxfam.org.uk

Ce document peut être utilisé librement à des fins de campagne, d'éducation et de recherche moyennant mention complète de la source. Le détenteur des droits demande que toute utilisation lui soit notifiée à des fins d'évaluation. Pour copie dans toute autre circonstance, réutilisation dans d'autres publications, traduction ou adaptation, une permission doit être accordée et des frais peuvent être demandés. Courriel: policyandpractice@oxfam.org.uk

Les informations contenues dans ce document étaient correctes au moment de la mise sous presse.

Publié par Oxfam GB pour Oxfam International sous l'ISBN
9 Avril 2012. Oxfam GB, Oxfam House, John Smith Drive, Cowley, Oxford, OX4 2JY, Royaume-Uni.

Oxfam

Oxfam est une confédération internationale de 17 organisations qui travaillent ensemble dans 92 pays pour trouver des solutions durables à la pauvreté et l'injustice. Oxfam est présent et actif dans l'ensemble des pays les plus touchés de la région et a également lancé de nouveaux programmes axés sur la sécurité alimentaire, les moyens de subsistance, l'accès à l'eau potable ainsi que les bonnes pratiques en matière d'hygiène pour satisfaire les besoins immédiats et renforcer la résilience. En 2012, Oxfam ambitionne d'atteindre plus de 1,2 millions de personnes à travers des programmes d'assistance humanitaires. www.oxfam.org/fr

ROPPA

Le Réseau des organisations paysannes et de producteurs de l'Afrique de l'Ouest a formellement été fondé en juillet 2000 à Cotonou. Actuellement il regroupe 13 organisations paysannes nationales membres et des organisations paysannes membres associées (Cap-Vert, Nigéria). Acteur stratégique sur les questions de souveraineté alimentaire, le ROPPA s'est senti très tôt interpellé par les premiers indices d'une crise alimentaire en Afrique de l'Ouest. Cet engagement s'est illustré par des efforts en matière de veille, d'interpellation des décideurs et de participation à la réflexion prospective avec les partenaires régionaux sur la recherche d'outils de gestion durable d'une crise aux allures structurelles et aux implications multiformes et multisectorielles. www.roppa.info

Réseau Billital Maroobé

Le Réseau Billital Maroobé (RBM) regroupe des associations des Pasteurs et d'Éleveurs de 7 pays d'Afrique de l'ouest. Il joue un rôle de veille sur la situation des pasteurs dans la zone affecté par la crise. En 2010, ce réseau avait conduit une étude qui mettait en exergue les défaillances des dispositifs publics et des partenaires à apporter des réponses appropriées avec les stratégies propres aux communautés de pasteurs. En octobre 2011, le RBM a attiré l'attention des gouvernants et des partenaires au développement de l'imminence d'une crise alimentaire et pastorale au Sahel. www.maroobe.org

APESS

Association pour la Promotion de l'Élevage au Sahel et en Savane, regroupe des éleveurs de 9 pays de l'Afrique de l'Ouest et 3 pays de l'Afrique centrale dont le Tchad. L'APESS travaille dans le cadre de la modernisation de l'exploitation familiale permettant aux éleveurs de mieux assurer la sécurité alimentaire de leurs familles et d'accroître leurs revenus. L'APESS a été créée en 1989 au Burkina Faso et son action touche aujourd'hui plus de 75 000 familles. L'APESS a conduit une étude en 2010 au Tchad, au Nigeria et au Cameroun sur la stratégie développée par les agro éleveurs pour la couverture des besoins alimentaires de leurs familles. Elle a montré que l'intégration élevage-agriculture permet de mieux assurer cette sécurité alimentaire. www.apessafrique.org

WILDAF

Le WILDAF Afrique de l'Ouest (WILDAF/FeDDAF-AO) a été créé en avril 1997. Il fait partie du vaste réseau régional WILDAF créé en 1990 dans le but de promouvoir et de renforcer des stratégies qui lient le droit au développement pour l'émergence d'une culture d'exercice et de respect des droits des femmes en Afrique. Il est un réseau spécialisé dans la promotion des droits de la femme en tant que partie intégrante de la problématique de développement. Il couvre 9 pays. Depuis janvier 2009, le réseau s'est engagé à aider les femmes rurales à se servir de la loi comme un outil pour leur autonomisation et le développement du monde rural. www.wildaf-ao.org